

LA DECOLONISATION FRANÇAISE

- 1) **DOC 1.** Quelles sont les deux principales puissances coloniales en 1945 ? Sur quels continents sont-elles implantées ? Localisez les possessions françaises.
- 2) **DOC 2.** De combien d'états était composée l'Indochine ? Que devient la colonie après l'indépendance ? Que partage le 17^{ème} parallèle en 1954 ? Expliquez le titre de l'article.
- 3) **DOC 3.** En quoi la crise de Suez et son issue ont-elle eu une influence sur la politique coloniale française ?
- 4) **DOC 4, 5, 6.** En quoi et pourquoi l'accession à l'indépendance des pays du Maghreb a-t-elle été différente ? Expliquez, d'après vos connaissances, les quatre phases de la guerre d'Algérie.
- 5) **DOC 7.** La position du général de Gaulle sur le statut de l'Afrique noire a-t-elle été constante ? Quelle était la volonté des Africains ? Au final, qu'est devenue l'Afrique française ?

DOC 1 : fichiers Magnard, seconde BEP

DOC 2, 4, 5, 6, 7 : le Monde, dossiers et documents, n° 357, octobre 2006

SUJET NATIONAL

Session : 2007

BREVET des METIERS d'ART : EBENISTE

C2 - Ouverture au Monde Contemporain

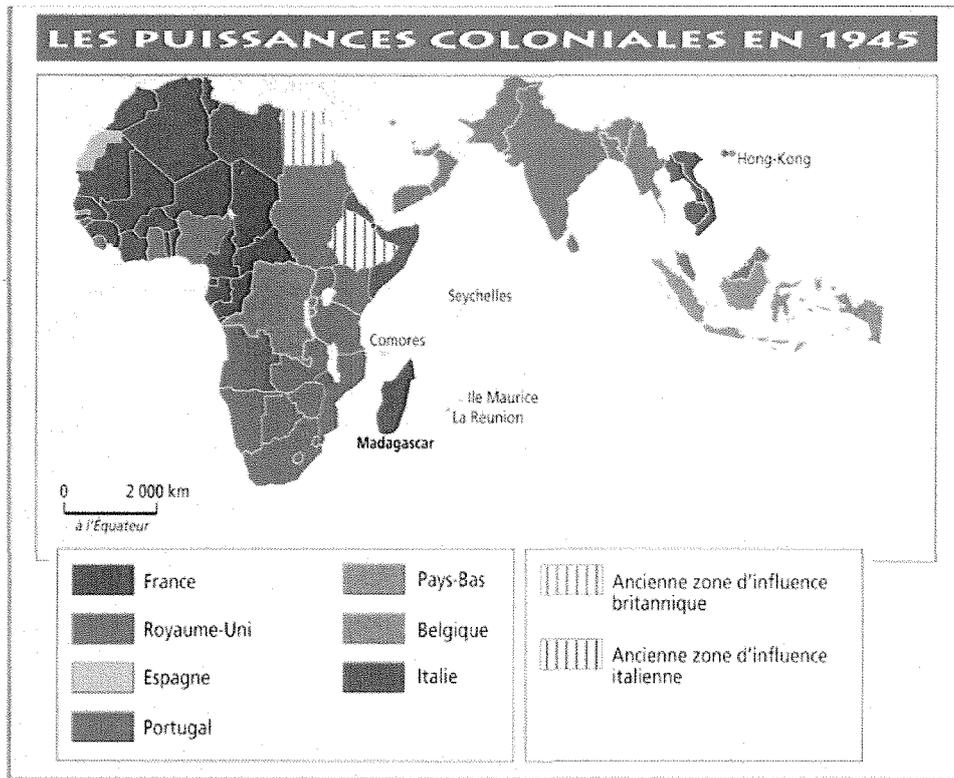
OMC 4 *Sujet 4*

Coefficient : 1

Durée : 20 minutes

Feuille : 1/5

DOC 1



DOC 2 / L'Indochine comme un signal d'alarme

Le 21 juillet 1954, les accords de Genève consacrent moins la victoire des révolutionnaires qu'ils ouvrent la porte à d'autres conflits

De l'Indochine au Vietnam



DOC 3 / La crise de Suez

Avec le recul, la crise de Suez apparaît comme l'un des plus grands événements de l'Histoire: elle marque l'avènement du Tiers Monde comme partenaire privilégié des deux «Grands » sur l'échiquier international.

Simple opération "punitiv" au départ, en apparence réponse à la nationalisation du canal de Suez par le colonel Nasser, elle est devenue simultanément un alibi et un enjeu qui ont dépassé la capacité des protagonistes à les maîtriser. Pour les Anglais, (...) il s'agissait de maintenir leur prestige et leur présence dans le Monde arabe en renversant Nasser que la nationalisation dotait d'une popularité inégalée. Pour les Français, qui affectèrent d'être humiliés, il s'agissait essentiellement de frapper Nasser pour mettre fin à l'insurrection algérienne, pour autant que le gouvernement de l'époque (...) s'imaginait que, sans Nasser, l'insurrection algérienne perdrait sa raison d'être. Pour Israël, l'occasion paraissait bonne de stopper la montée en puissance de l'Égypte (...) qui, à terme, menaçait l'indépendance de la patrie. Pour Nasser enfin, cette opération de la nationalisation devait assurer l'avenir économique du pays et affirmer insolemment sa liberté aux puissances ex-coloniales, aux États-Unis aussi.

Or, contre toute attente, loin de se solidariser avec la France et l'Angleterre, (...) les Américains sabotèrent sciemment l'expédition de Suez, tout en affectant de se solidariser avec leurs alliés. Plus : lorsque l'URSS menaça de représailles les forces franco-anglo-israéliennes intervenues sur le Canal, Washington se joignit à Moscou pour mettre fin à l'expédition.

Subitement, il apparaissait qu'en dépit des apparences, les deux Grands étaient solidaires pour réduire la France et l'Angleterre au statut de puissances coloniales déchues, pour prendre leur relève.

Il apparaissait aussi qu'avec cette victoire de Nasser, ainsi sauvé, entre l'Ouest et l'Est naissait un monde nouveau, animé par les Arabes, qui prétendait à la souveraineté et à une identité qui lui serait propre.

Marc Ferro in "*1956 : La crise de Suez*" La Documentation Française 1986

Brevet des Métiers d'Art Ebéniste		Session 2007
Epreuve : Ouverture au Monde Contemporain	OMC 4	Feuille 3/5

DOC 4

LE MAROC L'ATTENDAIT depuis 27 mois. Le 20 août 1953, une conjuration de militaires, de hauts fonctionnaires français et de notables marocains avait placé le faible gouvernement Laniel devant le fait accompli (...). Enlevé de son palais de Rabat et «déposé» par l'Etat qui s'était engagé à le protéger, le sultan Sidi Mohammed Ben Youssef avait été brutalement expédié en Corse, puis à Madagascar. (...) Au lendemain de la sanglante explosion populaire du Tadia, le 20 août 1955, dont le deuxième anniversaire du coup de 1953 avait été l'occasion, le chef du gouvernement, Edgar Faure, avait dépêché à Antsirabé le général Catroux, pour tenter de trouver une issue avec l'exilé. Rentrant à Paris le 11 septembre, l'ancien gouverneur général de l'Algérie avait fait savoir que la seule solution au problème marocain était, dans le cadre de l'indépendance, le retour du souverain sur son trône. (...) Et tout au long de la route (...) le «*Yayia el Malik !*» (Vive le roi !) fut clamé ce jour-là avec autant d'accents qu'il y a de provinces dans le royaume. (...)

Cette euphorie, souvent délirante, ne dégénéra presque jamais, dans les jours et les semaines qui suivirent, en violences.

DOC 5

20 MARS 1956. Christian Pineau, ministre français des affaires étrangères, et Tahar Ben Ammar, chef du gouvernement de la régence tunisienne, signent à Paris le protocole d'accord qui met fin au protectorat instauré soixante-quinze ans plus tôt par le traité du Bardo. (...)

Ainsi la Tunisie accède-t-elle à l'indépendance dix-huit jours après le Maroc de Mohammed V, alors que s'intensifie la guerre d'Algérie, déclenchée le 1^{er} novembre 1954. Pour Habib Bourguiba, c'est la consécration de la lutte qu'il mène à la tête du Néo-Destour, parti qu'il a fondé le 2 mars 1934.(...) Le 18 juin, Bourguiba, président du conseil, proclame à Tataouine : «*L'indépendance contient en puissance l'évacuation des troupes étrangères, exactement comme l'autonomie contenait en puissance l'indépendance. Cette évacuation se réalisera au fur et à mesure de la constitution de notre armée nationale.* » Alors que les coups d'État militaires fleurissent dans le tiers-monde, il affirme la prééminence du pouvoir civil sur l'armée et brisera dans l'œuf une tentative de putsch. Puis, le 25 juillet 1957, l'Assemblée constituante, comme si elle procédait à une simple formalité, abolit la monarchie et proclame la République. Le 8 novembre, Habib Bourguiba en devient le premier président.

DOC 6

De « L'Algérie c'est la France » à l'Algérie indépendante

1954 – 1956 : l'intégrité de la République

C'est sous le gouvernement Mendès France que la révolte éclate (...) Onze jours après, un débat a lieu à l'Assemblée, et le président du conseil déclare : « L'Algérie, c'est la France. »

1956 – 1958 : la personnalité algérienne

Président du conseil le 1^{er} février, Guy Mollet se propose de rétablir la paix et de « renforcer l'union indissoluble entre l'Algérie et la France métropolitaine », mais en même temps « de respecter la personnalité algérienne, de réaliser l'égalité politique totale de tous les habitants d'Algérie », de procéder le plus rapidement possible à des élections libres.

1958 – 1960 : l'association

1960 – 1962 : la république algérienne, indépendante

Brevet des Métiers d'Art Ebéniste		Session 2007
Epreuve : Ouverture au Monde Contemporain	OMC 4	Feuille 4/5

DOC 7

DANS les *Mémoires d'espoir*, le général de Gaulle prétend avoir pris, sur « le vaste sujet » des rapports avec l'outre-mer, « l'orientation nécessaire » dès son premier passage au gouvernement.

Or loin d'envisager un relâchement des liens entre la métropole et ses possessions lointaines, les principes fixés lors de la conférence africaine, réunie en 1944 à Brazzaville – l'ancienne capitale de l'Afrique-Equatoriale française (AEF) – les déclaraient irrévocables. Certes, ils recommandaient de conduire les populations autochtones « d'étape en étape à une personnalité plus complète, à l'affranchissement politique ». Mais sans jamais concevoir pour elles d'« autre indépendance que l'indépendance de la France », pour conclure sans équivoque : « Les fins de l'œuvre de civilisation accomplie par la France dans les colonies écartent toute idée d'autonomie, toute possibilité d'évolution hors du bloc français de l'empire. Toute constitution éventuelle, même lointaine, de self-gouvernements dans les colonies est à écarter. »

Toujours dans ses *Mémoires d'espoir*, le général de Gaulle s'explique. « En reprenant la direction de la France, j'étais résolu à la dégager des astreintes désormais sans contrepartie que lui imposait son empire, assure-t-il. Bref, quelque mélancolie que l'on pût en ressentir, le maintien de notre domination sur des pays qui n'y consentaient plus devenait une gageure où, pour n'avoir rien à gagner, nous avions tout à perdre... En somme, conduire les peuples de la "France d'outre-mer" à disposer d'eux-mêmes et, en même temps, aménager entre eux et nous une coopération directe, voilà quelles étaient mes simples et franches intentions. »

Lorsqu'il revint au pouvoir, le fondateur de la V^e République trouva cependant, de Dakar à Tananarive, des interlocuteurs si peu unanimes

à désirer l'indépendance qu'il leur proposa d'établir, entre eux et avec Paris, une communauté fédérale, contractuelle et organique, où chaque territoire s'administrerait souverainement, mais laisserait la métropole organiser, selon l'intérêt de tous, la défense, les finances, l'économie et la diplomatie.

Au Niger, en Guinée, son projet suscita l'opposition des dirigeants locaux, Djibo Bakary et Sekou Touré. Partout ailleurs, il éveilla des ralliements parfois proches de l'enthousiasme.

